

Anatomie d'un vote

mardi 1er octobre 2019, par Pierre Khalifa

À propos du livre *Les origines du populisme. Enquête sur un schisme politique et social*, Yann Algan, Elisabeth Beasley, Daniel Cohen, Martial Foucault par Pierre Khalifa

La récente progression spectaculaire de l'AfD aux élections régionales qui se sont tenues en Saxe et dans le Brandebourg viennent rappeler, si cela était nécessaire, que le risque politique que fait peser l'extrême droite est plus que jamais présent. Le livre *Les origines du populisme, Enquête sur un schisme politique et social* [1] se fixe comme ambition d'en déterminer les considérants, en s'appuyant sur de larges bases de données et en se centrant sur l'élection présidentielle de 2017. Nous nous concentrerons dans cet article sur les rapports entre les électors de Marine Le Pen et de Jean-Luc Mélenchon qui ont fait l'objet de nombreux débats.

Une simple question de vocabulaire ?

Les auteurs ne tombent pas dans le travers médiatique qui tend à mettre dans le même sac toutes les forces « anti-système [2] ». Ils distinguent ainsi soigneusement la « droite populiste » de la « gauche radicale ». À l'exception notable du mouvement 5 étoiles en Italie, formation politique atypique, cette dichotomie se retrouve dans tous les pays de l'Europe de l'ouest, même si des particularités nationales existent. Ainsi en France, il s'agit du Rassemblement national (ex FN) et de la France insoumise (LFI). Bien que certains de ses dirigeants s'en défendent, LFI est donc assez logiquement considérée comme faisant partie de la gauche radicale au même titre, par exemple, que Podemos en Espagne. Concernant le RN, les auteurs le qualifient de « droite populiste ». Ils refusent donc de qualifier le RN et ses équivalents en Europe de forces d'extrême droite.

Ce choix n'est aucunement justifié dans leur ouvrage. Les auteurs reviennent brièvement sur le vocable de populiste. Ils indiquent à juste titre que ce mot a souvent une fonction stigmatisante et « ne fait que désigner le mépris des élites pour les masses », et qu'il « est tout aussi imprécis quand il vise à caractériser, de manière symétrique, l'ensemble des détestations qui s'expriment contre les élites ». S'ils légitiment ainsi la distinction qu'ils opèrent entre la gauche radicale et l'extrême droite, le choix du terme de « droite populiste » pour des formations politiques nationalistes, xénophobes et autoritaires, n'est en aucune manière expliqué. Pourquoi les qualifier de populistes ? Et si le terme est imprécis, pourquoi alors l'employer ?

Les choix de vocabulaire n'étant jamais innocents, on aurait aimé comprendre ceux des auteurs de cet ouvrage. Pour des raisons de facilité, nous reprendrons dans cet article leur vocabulaire malgré ces fortes réserves.

Un absent, les politiques néolibérales

Les auteurs tentent d'expliquer « la poussée des forces anti-système, de droite et de gauche ». Assez classiquement sont évoqués « les dérèglements du capitalisme », les effets de la mondialisation, les transformations de la classe ouvrière, la révolution numérique qui menace « les classes moyennes inférieures, celles qui avaient un statut dans la société ». Un grand absent cependant, les politiques néolibérales menées depuis des décennies contre les classes moyennes et populaires.

L'action des gouvernements n'est évoquée qu'à trois brèves reprises. Au début de l'ouvrage est simplement notée « l'incapacité de leurs (des classes populaires) gouvernements à y faire face (aux bouleversements économiques) ». est donc pointée une simple incompétence et est évacuée par là la responsabilité majeure des gouvernements dans la mise en œuvre active d'une politique systématique de destruction des droits sociaux, de précarisation de l'emploi, de disparition des services publics. Au milieu de l'ouvrage est évoquée une déception des classes populaires devant « l'exercice du pouvoir, de droite et de gauche ». En fin d'ouvrage, et au détour d'une phrase, le résultat « des politiques d'austérité prolongeant les effets dramatiques de la crise » est brièvement critiqué.

Or, on ne peut réellement comprendre la crise politique actuelle sans voir que le discrédit des forces politiques traditionnelles trouve sa source dans les politiques néolibérales menées par tous les gouvernements, qu'ils se réclament de la droite ou de la gauche. Ces politiques ne datent pas de la crise financière de 2008. En France, par exemple, on peut les dater du tournant dit de la rigueur opéré par François Mitterrand en 1983, et ce n'est pas simplement une coïncidence si la montée du FN débute en 1983 lors de l'élection municipale de Dreux.

Une analyse convaincante sur les motivations des électeurs

C'est le grand apport de l'ouvrage. Les auteurs montrent très clairement que les motivations du vote pour le RN et pour LFI sont radicalement différentes. Analysant l'élection présidentielle de 2017, ils confirment que « les électeurs de Le Pen et ceux de Mélenchon sont particulièrement touchés par l'insécurité économique ». Mais, ajoutent-ils immédiatement, « les électeurs de Le Pen semblent aussi peu intéressés par les questions de redistribution que ceux de Macron ».

Que ce soit sur la solidarité, la perception des banques, le rapport aux fonctionnaires ou l'augmentation des dépenses publiques, les attitudes des électeurs de Mélenchon et de Le Pen sont aux antipodes, ces derniers étant proches des électeurs de Macron et encore plus de Fillon sur certains items. Les réactions à trois autres questions confirment cette analyse : « En matière de justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres ? » ; « Nous devrions avoir davantage d'égalité dans la société ? » ; « Selon vous, faudrait-il en France, plus, autant ou moins de dépenses publiques pour les aides sociales, comme le RSA ou l'allocation logement, réservées aux foyers les plus modestes ? ». Les réponses à ces trois questions montrent des différences fondamentales entre les électeurs de Le Pen et ceux de Mélenchon. Alors que les électeurs de ce dernier sont massivement en faveur des politiques de redistribution, ceux de Le Pen y sont opposés et même fortement dans le cas de la troisième question, se rapprochant ainsi du comportement des électeurs de Fillon.

Comment expliquer ces différences alors même que la situation économique de ces deux électeurs est similaire, « pourquoi les électeurs de Le Pen, qui sont plus pauvres que la moyenne, ne sont-ils pas davantage favorables à la redistribution dont ils seraient les principaux bénéficiaires » ? Les auteurs font appel un indicateur : la confiance envers les autres. Sans entrer dans le détail de leur démonstration, notons-en les résultats : « selon qu'elle (la confiance interpersonnelle) est forte ou faible, les individus ont un rapport à autrui et des jugements idéologiques différents, qui façonnent profondément leur orientation politique [...] les électeurs de Le Pen manifestant une défiance généralisée à l'égard des autres personnes, mais aussi de leurs collègues, leurs voisins et même leur propre entourage familial », au contraire de ceux de Mélenchon qui affichent « un niveau de confiance interpersonnelle élevée ».

Le niveau de confiance envers les autres serait ainsi le facteur décisif pour comprendre l'opposition d'une partie des classes populaires aux politiques de redistribution : « Les électeurs dont la confiance interpersonnelle est faible sont profondément sceptiques quant à la possibilité de nouer un contrat social protecteur ». Et les auteurs de noter que « le consentement à payer l'impôt est ainsi fortement tributaire de la conviction que les autres parties paient aussi leur part ». On aurait aimé qu'ils notent alors que les politiques gouvernementales, qui favorisent

particulièrement les plus riches et les grandes entreprises, ont leur part de responsabilité dans cette méfiance « qui mine fortement le soutien accordé à la redistribution et à l'État providence ».

C'est cet indicateur qui explique, d'après eux, le rapport différent entre les électeurs de Mélenchon et Le Pen sur la question de l'immigration et la place centrale qu'elle occupe pour ce dernier : « La défiance est générale dans le cas des électeurs de Le Pen, elle s'incarne dans un rapport dégradé à autrui, quelle que soit son origine ». Ils notent une forte corrélation entre la confiance interpersonnelle et l'attitude envers les immigrés, corrélation bien moindre avec la situation matérielle des individus. De même, « la corrélation entre l'homophobie et la méfiance à l'égard des immigrés est forte et significative ». Il y a de fortes probabilités qu'un individu xénophobe soit aussi homophobe.

D'autres indicateurs viennent compléter l'analyse, comme l'indicateur de bien-être et celui du niveau d'éducation : « les niveaux de bien-être des électeurs de Mélenchon, quoique faibles, sont supérieurs à ceux des électeurs de Le Pen, malgré un niveau de revenu équivalent. Les niveaux d'éducation et de confiance plus élevés de l'électorat Mélenchon expliquent en partie cet écart, inhabituel, entre bien-être et revenu ».

Un point commun rapproche cependant ces deux électeurs : la méfiance envers les institutions et les élus. C'est ce qui justifie pour les auteurs de classer « la droite populiste » et la gauche radicale comme forces anti-système. Mais, ajoutent-ils immédiatement, « Le front commun de la gauche radicale et de la droite populiste en matière de défiance envers les institutions politiques se dissout toutefois entièrement lorsqu'il s'agit de désigner le régime qui pourrait les remplacer. L'axe gauche-droite traditionnel se retrouve parfaitement restauré quand la question porte sur la désirabilité d'un régime autoritaire, les électeurs de Le Pen y sont le plus favorables, ceux de Hamon et Mélenchon y sont les plus hostiles ».

Le rôle des émotions

L'ouvrage pointe à juste titre le rôle des émotions dans le comportement politique. On sait au moins depuis Spinoza, puis par Rousseau, le rôle des affects en politique et les auteurs ont raison d'affirmer que « comprendre comment les émotions peuvent affecter la décision électorale suppose de dépasser le cadre qui opposerait un électeur rationnel ou vertueux à un électeur sentimental ou passionné ». Ils dressent ainsi le panorama d'une « France fortement polarisée par ses émotions », en fait pour eux par deux émotions, la peur et la colère.

Ils récuse l'idée que la montée du populisme de droite s'appuie sur le ressort émotionnel de la peur, expliquant que la peur, ou l'anxiété, pousse « à un comportement plus précautionneux » et donc au conservatisme. Dans le cas de l'élection présidentielle de 2017, elle serait le fait du vote Fillon. Par contre, « c'est plutôt du côté de la colère que l'explication est à chercher pour

comprendre le soutien massif accordé aux candidats ou partis antisystème [...] plus le niveau de colère est élevé, plus la probabilité de voter pour Le Pen ou Mélenchon progresse ».

En tenant compte du niveau de confiance vis-à-vis des autres, ils confirment sans surprise leurs résultats antérieurs sur la différenciation entre les électeurs de Le Pen et de Mélenchon, et plus globalement sur celle entre la gauche radicale et la droite populiste : « Être en colère et en même temps disposer d'un fort capital de confiance entretient le vote de la gauche radicale. À l'inverse, être en colère et fortement méfiant à l'égard d'autrui reste la meilleure combinaison émotion-subjectivité pour voter en faveur de la droite populiste ».

Pour conclure (provisoirement)

La reconfiguration du champ politique décrite dans cet ouvrage renvoie à une transformation fondamentale que les auteurs évoquent brièvement : « L'ouvrier de la société industrielle [...] appartenait à un monde social bien défini, avec lequel il

partageait des souffrances mais aussi des combats et des projets, incarné le plus souvent par des syndicats puissants et un parti communiste fédérateur ». C'est ce monde qui s'est effondré à la fois sous les coups de boutoir de l'offensive néolibérale organisée par les gouvernements, les défaites sociales considérables et la restructuration du salariat qui s'en sont suivies, mais aussi et surtout avec l'échec dramatique des projets d'émancipation du XX^e siècle. C'est donc le mouvement ouvrier, comme mouvement d'émancipation lié à une classe sociale particulière dont la mission historique serait l'émancipation de l'humanité, qui a disparu avec l'imaginaire social correspondant. La représentation politique des classes populaires s'en est trouvée bouleversée. Elle est aujourd'hui l'enjeu d'une bataille politique avec l'extrême droite dans un champ politique qui n'est absolument pas stabilisé, que ce soit en France ou en Europe comme le montrent les résultats de l'élection du Parlement européen. Même si cet ouvrage ne prend pas en compte la montée du vote écologiste lors de ces élections, il donne, malgré ses limites, un certain nombre de clefs pour comprendre la situation actuelle.

septembre 2019

Notes

[1] Yann Algan, Elisabeth Beasley, Daniel Cohen, Martial Foucault, *Les origines du populisme. Enquête sur un schisme politique et social*, La République des idées, le Seuil, 2019.

[2] Sauf indication contraire, les citations sont issues de cet ouvrage.